



**OBJET**

**RENOVATION TECHNIQUE LULLIER**

**(Centre Horticole)**

***Lot 691 - Mandat d'Architecte et Gestion et Direction de Travaux***

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

**REFERENCES: 201246011018 ET 101197500008**

**Procédure ouverte à un tour**

**CAHIER DES CHARGES**

**DOCUMENT A1**



## **TABLE DES MATIERES**

1	APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES.....	5
1.1	Type de mandataires recherché et aptitudes particulières .....	5
1.2	Critères d'aptitude particuliers relatifs aux références .....	6
1.3	Références du candidat .....	6
2	INFORMATIONS GENERALES.....	7
2.1	Nom et adresse de l'adjudicateur.....	7
2.2	Nature et importance du marché.....	7
2.2.1	Nature de l'engagement contractuel .....	7
2.2.2	Objet du mandat .....	7
2.2.3	Descriptif du projet « Lullier » .....	7
2.2.4	Programme .....	10
2.2.5	Situation foncière .....	10
2.2.6	Coût estimé de l'opération .....	12
2.2.7	Délais .....	12
2.2.8	Organisation de l'équipe projet .....	12
2.2.1	Rapports d'audits .....	15
3	CONDITIONS DE PARTICIPATION .....	16
3.1	Délai pour la remise des offres .....	16
3.2	Présentation de l'offre .....	16
3.3	Recevabilité de l'offre .....	17
3.4	Inscription et demande du dossier .....	17
3.5	Emolument d'inscription et/ou frais de dossier .....	17
3.6	Motifs d'exclusion .....	17
3.7	Conflit d'intérêt .....	17
3.8	Incompatibilité .....	18
3.9	Nombre d'offres .....	18
3.10	Association de bureaux .....	18
3.11	Sous-traitance .....	18
3.12	Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché .....	18
3.13	Devise monétaire applicable .....	19
3.14	Propriété et confidentialité des documents et informations.....	19
3.15	Durée de validité de l'offre.....	19
3.16	Variante d'offre .....	19
3.17	Indemnisation .....	19
3.18	Marché divisé en lots .....	19
3.19	Offre partielle.....	20
3.20	Taxe sur la valeur ajoutée .....	20
4	EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE .....	21
4.1	Bases légales.....	21
4.2	Engagements de l'adjudicateur .....	21
4.3	Délais pour les questions .....	22
4.4	Séance d'information et/ou visite du site d'exécution .....	22
4.5	Ouverture des offres .....	22
4.6	Audition des candidats .....	22
4.7	Critères d'adjudication.....	23
4.8	Evaluation des offres.....	23
4.9	Barème des notes .....	23
4.10	Notation du prix .....	24
4.11	Notation du temps consacré pour l'exécution du marché .....	24



4.12 Comité d'évaluation.....	24
4.13 Modifications de l'offre.....	25
4.14 Décision d'adjudication .....	25
4.15 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication.....	25
4.16 Voies de recours .....	26
4.17 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication .....	26



**DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE : consultables et téléchargeables sur le site <http://www.simap.ch> ou par courrier ou courriel en format pdf.**

Nr Annexe	Nom de l'annexe	Actions du soumissionnaire	A annexer dans l'enveloppe Attestation	A annexer dans l'enveloppe Soumission
00	A1 - Dossier d'appel d'offre	Pour Information		
01	B1 - Dossier d'appel d'offre	A nous retourner remplie		X
	B1 - Attestations telles que demandées dans le document	A nous retourner	X	
02a	Cahier des Charges – Sous Projet 1	A nous retourner remplie		X
02b	Cahier des Charges – Sous Projet 2	A nous retourner remplie		X
03	Etiquette d'attestation	A apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant les attestations		
	Etiquette de soumission	A apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant l'offre		
04	Références des personnes clés	A nous retourner remplie		X
05	Références du bureau	A nous retourner remplie		X
06	Rapport Audit technique et énergétique des installations CVCSE	Pour information		
07	Rapport Audit éclairage	Pour information		
08	Concept Energétique	Pour Information		
09	Descriptif Projet	Pour Information		

**AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :**

- [www.simap.ch](http://www.simap.ch) (sous la rubrique « Informations Association simap.ch », page du canton de Genève : Loi et Règlement sur les marchés publics)
- [www.simap.ch](http://www.simap.ch) (page du canton de Genève, téléchargement des documents d'appel d'offres)
- Office cantonal des bâtiments [Référentiel des directives aux mandataires](#) – Documents et procédures pour les mandataires en lien avec l'OCBA



## PLANIFICATION DE LA PROCEDURE

Date de la publication officielle	15.04.2021
Délai pour le dépôt des questions des candidats (sur le site <a href="http://www.simap.ch">www.simap.ch</a> )	04.05.2021
Délai pour le dépôt des dossier (le cachet postal ne fait pas foi)	25.05.2021
Date envisagée pour la décision d'adjudication	21.06.2021
Date envisagée pour la signature du contrat et le démarrage du mandat	08.07.2021

## 1 APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES

L'OCBA organise un appel d'offre en **procédure ouverte internationale à un tour** pour le projet : **Prestation d'Architecte et Gestion et Direction de Travaux pour la rénovation technique sur le site de Lullier (centre horticole)**, Route de Presinge 150, 1254 Jussy

### 1.1 Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous *les architectes et gestion et direction de travaux, dans le domaine des projets d'infrastructures (bâtiments, routes, gares, aéroports, complexes industriels, sites de production d'énergie, site de traitement des déchets, aménagement du territoire, mobilité, environnement)*.

Ces mandataires peuvent être établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, d'un diplôme des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) de l'Académie d'architecture de Mendrisio, ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Registre des architectes et ingénieurs A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.



## **1.2 Critères d'aptitude particuliers relatifs aux références**

Compte tenu des spécificités de ce marché et le niveau d'expertise attendu, le mandat pose des conditions de participations strictes

## **1.3 Références du candidat**

L'offre du candidat qui répond seul ou pilote d'un groupement de mandataires le cas échéant doit répondre aux conditions suivantes :

- Bureau de mandataire spécialisé dans l'Architecture et dans la gestion et direction de travaux, sur des projets d'infrastructures dans un ou plusieurs de ces domaines : bâtiments, routier, ferroviaire, aéroportuaire, complexes industriels, sites de production d'énergie, sites de traitement des déchets, aménagement du territoire, mobilité, environnement.
- Bureau de mandataire spécialisé dans l'Architecture et dans la gestion et direction de travaux, ayant réalisé les prestations seul ou en tant que pilote d'un pool de mandataires.
- Le bureau du candidat ayant au minimum 2 (deux) années d'existence. En cas de groupement de bureaux, au moins un des bureaux associés doit avoir au minimum 2 (deux) années d'existence à la date du dépôt de son offre. Dans le cas où le candidat ne pourrait pas respecter cette exigence au regard d'une situation particulière (création d'une société filiale d'une société mère dont les caractéristiques répondent à l'exigence précitée, rachat d'une société dont les caractéristiques répondent à l'exigence précitée, changement de statuts juridiques impliquant une mise à jour de la date d'inscription au registre du commerce), le candidat doit apporter la preuve que les ressources et les compétences héritées sont toujours présentes dans la nouvelle société. Le cas échéant, le mandant appréciera la recevabilité des informations délivrées au regard de l'exigence précitée.

Le candidat présentera obligatoirement 3 (trois) références de prestations équivalentes, par fonction clé, réalisées au cours des dix (10) dernières années. A savoir :

- 3 (trois) références pour « l'Architecte » titulaire
- 3 (trois) références pour « l'Architecte » suppléant
- 3 (trois) références pour « Le Directeur de Travaux » titulaire
- 3 (trois) références pour « Le Directeur de Travaux » suppléant

Les références d'une personne clé peuvent être identique pour plusieurs fonctions clé.

Au travers de l'ensemble des références présentées (de manière cumulative et non pour chacune des références) le candidat démontre avoir réalisé :

- Les prestations suivantes : Conduite d'une démarche apprenante itérative, coordination et pilotage d'un projet, management d'équipe projet, planification et gestion financière, encadrement des prestations d'experts, gestion des relations contractuelles, management de la qualité du projet
- Au moins 200 jours (1'600h) de prestations achevées.



## **2 INFORMATIONS GENERALES**

### **2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur**

<p style="text-align: center;"><b>ETAT DE GENEVE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Département des Infrastructures - (DI)</b> <b>Office cantonal des bâtiments – OCBA</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Boulevard Saint Georges, 16</b> <b>Case postale 32</b> <b>1211 Genève 8</b></p>
---

### **2.2 Nature et importance du marché**

#### **2.2.1 Nature de l'engagement contractuel**

Les prestations seront rémunérées sur la base d'un montant forfaitaire par sous-projet, selon cahiers des charges correspondants.

Ce mandat d'Architecte et Gestion et Direction de Travaux est prévu jusqu'à fin 2024.

#### **2.2.2 Objet du mandat**

Le mandat porte sur les prestations d'Architecte et de Gestion et de Direction de travaux, pour la rénovation complète des installations techniques de chauffage, ventilation, climatisation, automatisme, électricité et sanitaire de l'ensemble du Centre Horticole Lullier, y compris, la rénovation de la centrale de production de chaleur ainsi que ses installations de distribution primaire.

#### **2.2.3 Descriptif du projet « Lullier »**

L'opération est divisée en deux sous-projets :

#### **Sous-Projet 1 : Production de chaleur**

La production de chaleur est assurée par 2 chaudières fonctionnant au mazout et 1 unité principale fonctionnant avec des plaquettes de bois.

- La chaudière n°1 à mazout, est de marque Ygnis modèle PYRONOX LN 2905, d'une puissance nominale de 2'500 kW pour une température de départ de 90°C, et date de 1999.



- La chaudière n°2 à mazout, est de marque Ygnis modèle PYRONOX LR 1'100, d'une puissance nominale de 1'000 kW pour une température de départ de 90°C, et date de 1999.

Les chaudières à mazout sont de type Low Nox, équipées d'un dispositif de recirculation des gaz de combustion.

Les citernes de stockage de mazout enterrées à proximité du terrain de sport sont réalisées en béton avec double paroi. Au nombre de deux, elles ont une capacité de 350'000 litres et 650'000 litres. Un dispositif de détection de fuite de type VACUM permet la surveillance de l'étanchéité des bassins.

Chacune des cuves possède une pompe de transfert liées à la chaufferie par l'intermédiaire d'une conduite en acier.

- La chaudière n°3 à plaquettes de bois, est de marque MÜLLER TMV 17 H, d'une puissance nominale de 1'000 kW pour une température de départ MAX de 110°C, et date de 2000.

La rénovation consiste à garder la chaudière à 2'500 kW en secours et d'installer 2 chaudières à bois, de 1'600 kW et de 900 kW, ainsi qu'un dégazage et une mise hors service de la citerne de 650 m3.

L'autre citerne est conservée pour la chaudière de secours et pour 3 petites chaudières à mazout pour les serres isolées.

#### Électricité :

Travaux électriques annexes, tels que déconnexion des anciennes installations, tableau de chantier provisoire, raccordements des nouvelles installations, mise en service, modification et adaptation des tableaux de commandes existants, éclairage, canaux, essais et contrôle des installations selon OIBT.

AdB:

Les appareils de mesures et de contrôle de la régulation (MCR) installés en chaufferie sont de marque SIEMENS. Ces régulateurs doivent être remplacés par des appareils de nouvelle génération avec la mise en place d'une supervision qui permettrait la visualisation de l'ensemble des bâtiments du site.

Ce système permettra de réaliser des relevés de consommation et d'optimiser la puissance absorbée par les différents consommateurs du site.

#### Travaux de maçonnerie et génie civil :

Adaptation du sol de la chaufferie pour intégrer le décendrage de la nouvelle chaudière. Modification du local des silos pour intégrer le système d'approvisionnement du bois. Installation de la nouvelle citerne à mazout enterrée y compris raccordement et de l'adaptation des passerelles dans la chaufferie et le local du silo et des travaux induits.

Les installations techniques CVCSE du centre horticole de Lullier nécessitent d'être rénovées, ainsi que le système de production de chaleur.

### **Sous-Projet 2 : Rénovations des installations CVCSE**

Les installations techniques CVCSE du centre horticole de Lullier nécessitent d'être rénovées, ainsi que le système de chauffage. Certaines parties du site sont sensibles (serres par exemple) et ne pourront supporter de coupure de chauffage, d'eau ou d'électricité.





Le site est étendu et occupé (lieu d'apprentissage), la planification des travaux devra tenir compte de ces éléments, ainsi que des besoins spécifiques des utilisateurs.

Des travaux connexes sont identifiés et devront être pris en compte dans la planification et l'organisation des travaux sur site :

- Rénovation TGBT (fin des travaux courant 2021)
- Rénovation arrosage global (planification non établie)
- Mise en séparatif (planification non établie)
- Construction d'un nouveau bâtiment (adjudication mandataire début 2022, début des travaux mi 2023, durée envisagée 3 à 6 ans)
- Réalisation de l'audit Polluants (rendu fin 2021)
- L'audit sécurité incendie est achevé

Dans le but de pouvoir mieux appréhender le projet, les rapports d'audits et sont annexés au dossier d'appel d'offre :

- Rapport Audit technique et énergétique des installations CVCSE
- Rapport Audit éclairage
- Concept énergétique
- Descriptif projet

De manière générale, il est important de retenir que certaines parties du site sont sensibles (serres par exemple) et ne pourront supporter de coupures de chauffage, d'eau ou d'électricité.

Le site de l'Hepia Lullier a une surface de référence énergétique (SRE) de 17'094 m<sup>2</sup> et une surface de serres 8'327 m<sup>2</sup> (cette affectation est de procès). Cette dernière surface n'est pas considérée comme SRE, toutefois elle est chauffée par la production de chaleur en question. A savoir que 30% des serres ont fait l'objet de rénovation.

En ce qui concerne la puissance de la partie administrative et de l'affectation de l'instruction publique est de 1'186 kW et celle des serres, de 1'056 kW. La consommation totale moyenne est de 5'300 MWh. Toutefois la consommation de serres est de 3'300 MWh et la partie administrative et affectation publique est de 2'000 MWh soit environ un tiers de la consommation totale.

Pour la partie des bâtiments administratifs et des bâtiments de l'instruction publique et des serres, l'enveloppe ne rentrera pas en matière pour le mandat architecte parce que celle-ci ne sera pas rénovée. En outre, nous vous informons que l'unique partie de l'enveloppe qui a été rénovée de tous ces bâtiments, est la toiture, en 2016. La rénovation de surfaces latérales et des sols ne seront pas rénovées dans un futur proche.

Le site est étendu et occupé (lieu d'apprentissage), la planification des travaux devra tenir compte de ces éléments, ainsi que des besoins spécifiques des utilisateurs.

Des travaux connexes sont identifiés et devront être pris en compte dans la planification et l'organisation des travaux sur site :

- Rénovation TGBT (fin des travaux courant 2021)
- Rénovation arrosage global (planification non établie)



- Mise en séparatif (planification non établie)
- Construction d'un nouveau bâtiment (adjudication mandataire début 2022, début des travaux mi 2023, durée envisagée 3 à 6 ans)
- Réalisation de l'audit Polluants (rendu fin 2021)
- L'audit sécurité incendie est achevé, et sera présenté à l'adjudicataire
- Rénovation de la chaufferie (étude en 2021, travaux en 2022)
- Changement de groupe de secours (planification non établie)

#### **2.2.4 Programme**

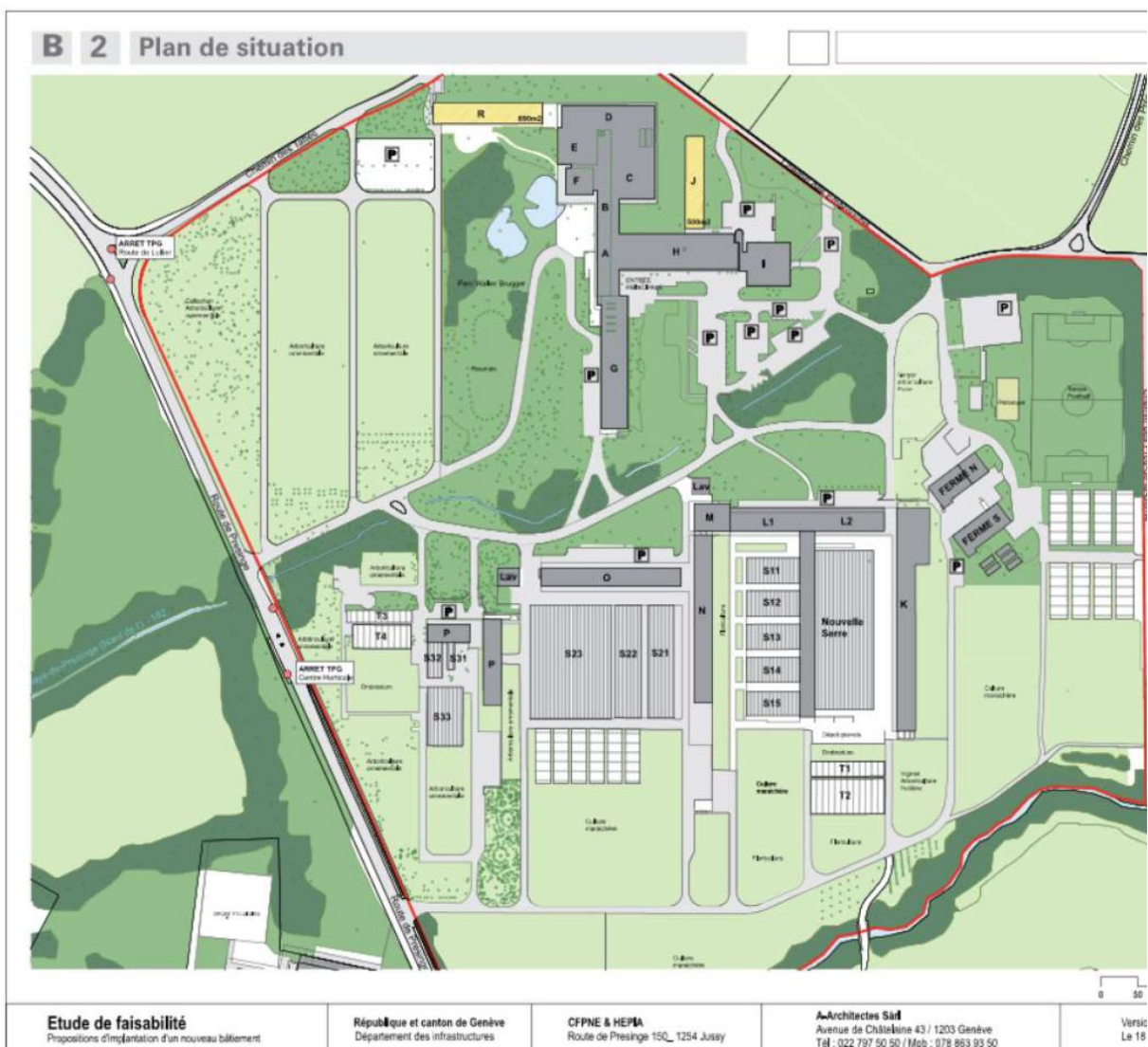
Les études seront réalisées jusqu'à fin 2021 (voire mi 2022) et les travaux débiteront mi 2022 jusqu'à fin 2024.

Il est à noter qu'en raison de conditions particulières possibles (Covid-19 par exemple) et des conséquences sur la tenue des chantiers dans les bâtiments, l'ensemble du calendrier pourrait être décalé sans que celui-ci puisse faire l'objet de revendication financière de la part du mandataire.

#### **2.2.5 Situation foncière**

Les informations concernant le centre horticole de Lullier sont les suivantes :

- Bâtiment n°2040
- Adresse du site : route de Présinge 150, 1254 Jussy
- Surface approximative des locaux : 37'000 m<sup>2</sup>
- Bâtiment appartenant à l'Etat de Genève et affecté à l'instruction publique



### **2.2.6 Coût estimé de l'opération**

L'enveloppe globale pour la remise en conformité CVCSE-R du site Lullier est de **9 MCHF Hors Taxes** répartis ainsi :

- Sous-Projet Production de chaleur :
  - o Chauffage : 3,6 millions CHF, dont 1,8 millions CHF de machineries, qui ne doivent pas être, en totalité, pris en compte pour le calcul du montant donnant droit aux honoraires.
- Sous-Projet Rénovations des installations CVCSE-R
  - o CVCR : 1,6 millions CHF
  - o Sanitaire : 2,2 millions CHF
  - o Electricité : 1,6 millions CHF

### **2.2.7 Délais**

Les études et travaux se dérouleront sur la période 2020- 2024

### **2.2.8 Organisation de l'équipe projet**

Dans ce projet, la fonction de « Direction Générale du Projet » est assumée par un AMO+, de ce fait cette structuration d'équipe projet est spécifique à ce projet.

- **Le directeur des travaux** conduit, coordonne et surveille l'exécution des travaux.
- **L'AMO+** assume la fonction de « Direction Générale du Projet ». Il assume la responsabilité opérationnelle des objectifs QCD. Il prend aussi en charge la gestion des prestations administratives relatives aux engagements contractuels de toutes les parties prenantes et réalise les tâches inhérentes aux procédures de marchés publics (production des DAO hors pièces techniques et suivi des procédures), de suivi de la planification temporelle et financière en s'appuyant sur les données qui lui sont délivrées par les mandataires bureaux d'ingénieurs. Il établit la gestion de projet avec le Responsable de projet.
- **Le mandataire architecte** assume la responsabilité technique des études et du suivi de réalisation et de la réception des travaux en tant que professionnel spécialisé au sens de la SIA
- **Le coordinateur des installations techniques**, au sens de la SIA 108, assure la production des plans et autres documents d'interface technique.
- **Les mandataires bureaux d'ingénieurs spécialistes** assument la responsabilité technique des études et du suivi de réalisation et de la réception des travaux en tant que professionnel spécialisé au sens de la SIA. Ces mandataires élaborent les pièces techniques des dossiers d'appel d'offres de réalisation.

L'organigramme, ci-après, présente les relations fonctionnelles entre les parties prenantes de ce projet porté par la DIE.



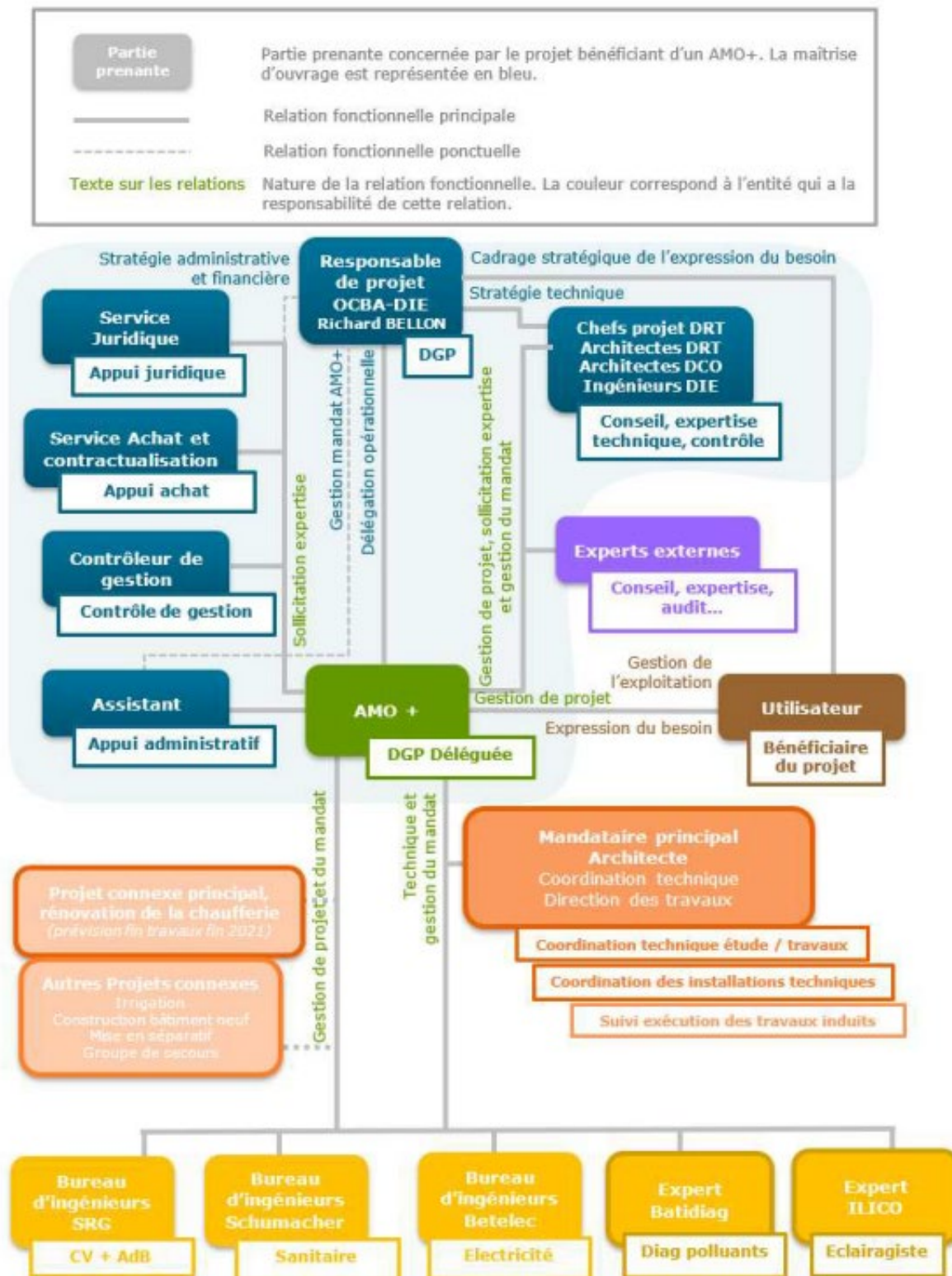
L'AMO+ prend en charge le quotidien opérationnel du portefeuille de projets en substitution aux Responsables de Projets (RP). Il est donc l'interlocuteur privilégié de nombreuses parties prenantes et fait office de « filtre » afin de ne mobiliser les Responsables de Projets que sur des aspects importants des projets qui engagent la responsabilité de l'OCBA.

Les RP gardent la responsabilité entière des décisions stratégiques, en particulier celles relatives au cadrage des projets en lien avec les besoins des utilisateurs, la stratégie de l'OCBA et le cadre de contrainte. Ils prennent aussi les décisions directement en lien avec les aspects techniques de l'ouvrage à réaliser en collaboration avec les ingénieurs ou architectes spécialistes internes de l'OCBA et les autres parties prenantes impliquées (DIE, DCO, DRT, instances...). Ils prennent enfin les décisions d'ordre juridique et financière en collaboration avec les services administratifs internes à l'OCBA.

Le cas présenté dans l'organigramme ci-dessus n'est pas exclusif. En effet, la Direction concernée peut être amenée à intervenir sur des projets pilotés par d'autres directions (DCO, DRT, DIE). Il peut dans ce cas s'avérer pertinent de faire appel à un AMO+ sur la partie spécifique gérée par la Direction.



Les relations modélisées ci-après sont dites « fonctionnelles » et propres au fonctionnement en mode projet. Elles ne préjugent pas des positions hiérarchiques des parties prenantes.





### **2.2.1 Rapports d'audits**

Dans le but de pouvoir mieux appréhender le projet, les rapports d'audits sont annexés au dossier d'appel d'offre :

- Rapport Audit technique et énergétique des installations CVCSE
- Rapport Audit éclairage
- Concept énergétique
- Descriptif projet



### 3 CONDITIONS DE PARTICIPATION

#### 3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **25.05.2021**

**Auprès de**

Département des infrastructures  
Office cantonal des bâtiments

**Par la poste :**

Case Postale 32, 1211 Genève 8

**Ou**

**En personne :**

Saint Georges Center  
Boulevard Saint Georges, 16 – 1205 Genève

#### **Horaires d'ouverture de la réception de l'office cantonal des bâtiments**

**Du lundi au vendredi**  
**Matin : de 8h30 à 12h00**  
**Après-midi : de 14h00 à 16h30**

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé, muni des étiquettes jointes en annexe.**

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

#### 3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire ainsi qu'en format électronique sur une Clé USB jointe aux documents de l'offre, avec un contenu identique (contenu de l'enveloppe « Attestations » ET de l'enveloppe « Soumission »), à placer dans l'enveloppe « Soumission ».

Les deux formats seront indifféremment utilisés pour procéder à l'évaluation des offres. Il ne sera effectué aucun contrôle pour vérifier que les informations délivrées dans les deux formats délivrés sont strictement identiques.

Il est de l'entière et unique responsabilité du candidat de veiller à ce que les informations délivrées dans son offre aux deux formats (papier et électronique) soient identiques en quantité, en fond et en forme.





Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis de l'étiquette en annexe.

### **3.3 Recevabilité de l'offre**

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002).

### **3.4 Inscription et demande du dossier**

Le dossier est téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH.

### **3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier**

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

### **3.6 Motifs d'exclusion**

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (Clé USB) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

### **3.7 Conflit d'intérêt**

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

### **3.8 Incompatibilité**

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation
MDS Project & Management	Bureau d'appui à Maitrise d'Ouvrage pour l'appel d'offres Architectes et Gestion et Direction de Travaux
Atelier Oleg Calame Sàrl	Expert Externe Architecte

Le mandant confirme que toutes les informations utiles à la garantie de l'équité entre les candidats sont délivrées dans les documents de ce présent dossier d'appel d'offres

### **3.9 Nombre d'offres**

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

### **3.10 Association de bureaux**

L'association de bureaux est admise avec **deux (2) bureaux au maximum**

### **3.11 Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas admise

### **3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché**

La langue officielle acceptée est le français



### **3.13 Devise monétaire applicable**

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

### **3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations**

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

### **3.15 Durée de validité de l'offre**

La durée de validité de l'offre est de 12 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

### **3.16 Variante d'offre**

Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

### **3.17 Indemnisation**

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité

### **3.18 Marché divisé en lots**

L'adjudicateur a divisé le marché en deux (2) lots définis comme suit :

Lots	
1	Sous-projet 1 Production de chaleur Enveloppe budgétaire pour les travaux de rénovation n° 201246011018
2	Sous-projet 2 Rénovations des installations CVC SER Enveloppe budgétaire pour les travaux de transformation n° 101197500008

#### **Règles pour l'attribution des lots :**

L'adjudicateur a divisé le marché en deux lots. Sous peine d'exclusion de son offre, le soumissionnaire a l'obligation de donner une offre pour chacun des lots et une offre pour l'ensemble du marché. L'adjudicateur informe que le marché sera adjugé en global, la subdivision en lots est liée principalement à la présence de deux enveloppes budgétaires



distinctes.

### **3.19 Offre partielle**

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

### **3.20 Taxe sur la valeur ajoutée**

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

## **4 EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE**

### **4.1 Bases légales**

La procédure est soumise à :

- L'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94
- L'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01;
- la Loi cantonale d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0);
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007(L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

### **4.2 Engagements de l'adjudicateur**

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.



#### **4.3 Délais pour les questions**

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

**04.05.2021**

**auprès de**

**[www.simap.ch](http://www.simap.ch)** / lien « Télécharger les documents » dans la colonne de droite "options" de la page des résultats de recherches des marchés publics. **Entrer code d'accès et aller sur l'onglet "questions sur l'appel d'offres" puis aller sur "poser une question"**

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé.

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable, soit par voie postale, soit sous la forme électronique (e-mail), et donnera également la réponse aux autres candidats. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

Pour toutes les autres questions, elles seront traitées via le site SIMAP, dans les délais annoncés.

#### **4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution**

Il n'y a pas de visite sur site pour ce marché

#### **4.5 Ouverture des offres**

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidature. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

#### **4.6 Audition des candidats**

Aucune audition systématique n'est envisagée.

Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un candidat dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises. Les réponses pourraient être livrées lors d'un entretien oral qui se tiendra à l'OCBA ou par visioconférence.

Le cas échéant, parmi les personnes présentes à cette audition devront participer les personnes clés proposées aux fonctions clés de Responsable Architecte Titulaire ainsi que Responsable Directeur de Travaux Titulaire.



#### 4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION	PONDERATION
<i>Compréhension de la problématique</i>	20 %
<i>Références des personnes clés</i>	30 %
<i>Organisation du candidat</i>	25 %
<i>Qualité économique globale de l'offre</i> <ul style="list-style-type: none"><li><i>Prix (10 %)</i></li><li><i>Crédibilité du prix (heures (10 %))</i></li></ul>	20 %
<i>Formation dispensée par le candidat</i>	5 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>

#### 4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

#### 4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

#### 4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la **méthode linéaire Tmoyenne**, avec la formule suivante :

**Si le nombre d'offres est supérieur ou égal à 5 :**

$$\text{Note du candidat} = 5.0 - (H \text{ offerts} - H \text{ min.}) / (H \text{ moyen} - H \text{ min.})$$

**Si le nombre d'offres est inférieur à 5 :**

$$\text{Note du candidat} = 5.0 - (H \text{ offerts} - H \text{ min.}) / (H \text{ adjud.})$$

*H offerts* : montant des honoraires offerts en francs

*H min.* : montant des honoraires offerts selon l'offre la plus basse reçue

*H. moyen* : moyenne des honoraires offerts (avec ou sans évacuation des montants extrêmes) ou montant des honoraires de références calculés sur la base du taux horaire moyen défini par le Maître d'ouvrage

*H. adjud* : montant des honoraires estimé par l'adjudicateur

#### 4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

L'adjudicateur a l'intention de noter les offres sous l'angle du temps consacré pour exécuter le marché.

#### 4.12 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Société / Fonction /profession	Suppléant
Mme. BERGER Natacha	DI, OCBA, SAC <i>Expert Marchés Publics</i>	Mme GENCY Frédérique
M BELLON Richard M ANCHANTE Jorge	DI, OCBA, <i>DIE Ingénieurs Chefs de projet CVSE</i>	M VIQUERAT Stéphane M LEMAIRE Lionel
M. CALAME Oleg	<i>Expert externe Architecte</i> <i>Atelier Oleg Calame</i>	
M DA SILVA Michael	MDS <i>Mandataire AMO organisation procédure</i>	M CERQUEIRA Zenyo





#### **4.13 Modifications de l'offre**

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

#### **4.14 Décision d'adjudication**

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont le dossier est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats à l'exception des candidats écartés qui recevront leurs notes indiquant le motif d'exclusion.

#### **4.15 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication**

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.



#### **4.16 Voies de recours**

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;

Le recours doit être interjeté devant la Chambre administrative de la Cour de Justice dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

#### **4.17 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication**

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le contrat sera établi conformément aux modèles de contrat de mandat et aux conditions générales du contrat de mandat de l'OCBA. Subsidiairement les clauses du règlement SIA 102, 103, 108, etc. sont applicables.

Le for juridique qui s'applique est celui de Genève.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes. Le maître d'ouvrage peut mettre fin au mandat à l'issue de chaque phase de chaque projet.

Clauses contractuelles particulières : l'appel d'offres est global avec un contrat et plusieurs bons de commande qui seront établis par projet et dont les montants seront déclinés par année.